

Revenus des ménages

En 2016, le pouvoir d'achat du revenu des ménages aurait de nouveau accéléré : +1,9 % après +1,6 % en 2015 et +0,7 % en 2014. Les prix s'étant stabilisés après un recul limité, cette accélération résulte principalement du revenu disponible brut des ménages (RDB) en termes nominaux (+2,0 % après +1,4 %). Principalement, les revenus salariaux ont augmenté plus vite (+2,2 % après +1,6 %), du fait notamment du dynamisme de l'emploi marchand. De surcroît, les revenus de la propriété se seraient redressés. Les prestations sociales et les prélèvements sociaux et fiscaux auraient pour leur part augmenté quasiment au même rythme qu'en 2015.

Au premier semestre 2017, le pouvoir d'achat des ménages ralentirait : +0,4 % en glissement semestriel, après +0,7 % au second semestre 2016. En effet, le RDB augmenterait au même rythme qu'au second semestre 2016 (+1,2 %), mais les prix de la consommation accéléreraient de nouveau (+0,8 % après +0,4 %).

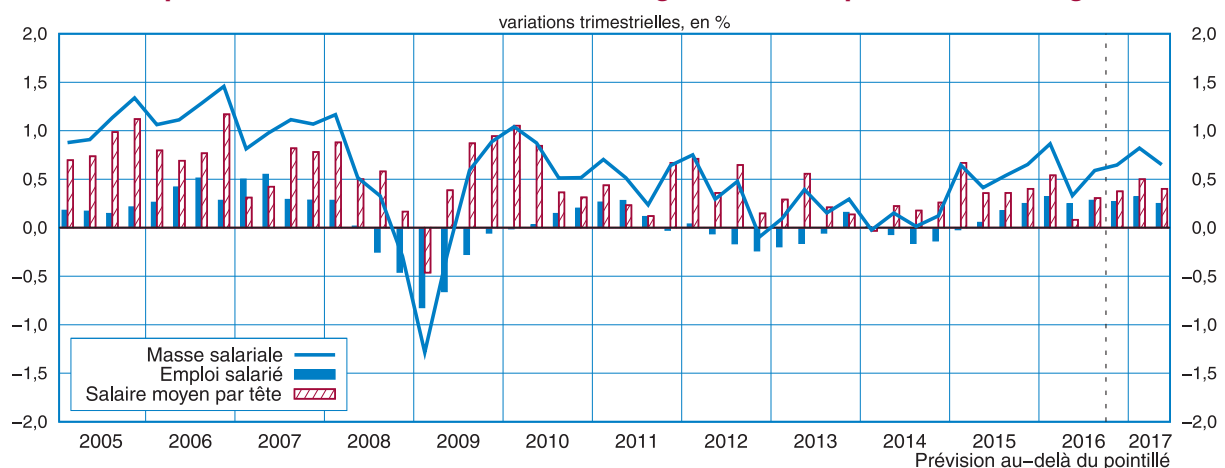
Au premier semestre 2017, les revenus d'activité croîtraient de nouveau solidement

Sur l'ensemble de l'année 2016, les revenus d'activité des ménages auraient augmenté de 1,9 %, un peu plus vite qu'en 2015 (+1,7 %, [tableau 1](#)). L'accélération provient des revenus salariaux (+2,2 % après +1,6 %). D'une part, l'emploi s'est nettement redressé dans les branches marchandes non agricoles (+1,0 % après 0,0 % ; [graphique](#)). D'autre part, le salaire

moyen par tête aurait augmenté à peine moins vite qu'en 2015 (+1,4 % après +1,6 % ; [tableau 2](#)). En revanche, les revenus des entrepreneurs individuels se seraient repliés en 2016 (-0,3 % après +2,4 %) notamment celui des exploitants agricoles, en raison de l'effondrement des récoltes, en particulier de céréales. Au premier semestre 2017, les revenus d'activité accéléreraient légèrement : +1,5 % en glissement semestriel après +1,1 % au second semestre 2016. Le revenu des indépendants retrouverait du tonus tandis que la masse salariale conserverait son dynamisme.

En 2016, les revenus nets de la propriété auraient rebondi (+1,1 % après -1,2 % en 2015) et l'excédent brut d'exploitation des ménages purs aurait accéléré (+2,2 % après +0,1 %). Notamment, les ménages ont bénéficié de la baisse des taux d'intérêt, amplifiée par d'importantes renégociations de crédit ; cet effet favorable aurait été en partie compensé par une baisse des revenus d'assurance-vie. Au premier semestre 2017, les revenus nets de la propriété se replieraient (-0,4 % en glissement semestriel après +1,1 % au second semestre 2016) et l'excédent brut d'exploitation des ménages purs ralentirait (+0,7 % après +0,9 %). D'une part, l'effet favorable de la baisse des taux d'emprunts immobiliers s'estomperait. D'autre part, les dividendes ralentiraient sous l'effet de l'infléchissement des résultats des entreprises en 2016. Par ailleurs, la rémunération de l'assurance-vie reculerait de nouveau.

Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ marchand non agricole



Les prestations sociales continueraient d'augmenter quasiment au même rythme

En 2016, les prestations sociales en espèces auraient augmenté au même rythme qu'en 2015 (+1,9 % ; *tableau 3*). Dans le détail, les prestations de sécurité sociale auraient légèrement ralenti (+1,9 % après +2,0 %), principalement du fait de l'indemnisation du chômage. En revanche, les « autres prestations d'assurance sociale » auraient un peu accéléré, notamment les remboursements des mutuelles. Quant aux prestations d'assistance sociale, elles auraient augmenté en 2016 au même rythme qu'en 2015.

Au premier semestre 2017, les prestations sociales augmenteraient quasiment au même rythme qu'au second semestre 2016 (+0,9 % après +1,0 %). Les prestations familiales retrouveraient une croissance plus proche de leur tendance, la modulation des allocations familiales n'ayant plus d'effet modérateur. À l'inverse, les prestations versées par les régimes complémentaires de retraite ralentiraient. Quant aux prestations d'assistance sociale, elles ralentiraient un peu, la phase de montée en charge de la prime d'activité arrivant progressivement à terme.

Les prélèvements obligatoires accéléreraient modérément au premier semestre 2017

Sur l'ensemble de l'année 2016, les prélèvements obligatoires à la charge des ménages auraient légèrement ralenti (+1,6 % après +1,8 %). Les impôts sur le revenu et le patrimoine en particulier ont décéléré (+1,1 % après +1,7 %), tandis que les cotisations sociales à la charge des ménages ont augmenté quasiment au même rythme qu'en 2015 (+2,2 % après +2,0 %). Comme chaque année, les nouvelles mesures d'impôts sur le revenu et le patrimoine ont affecté le profil trimestriel de l'impôt. Du fait des baisses d'impôt sur le revenu bénéficiant aux ménages modestes, les impôts sur le revenu et le patrimoine des ménages ont ainsi diminué au troisième trimestre (-1,1 %). Ils auraient ensuite rebondi au quatrième trimestre (+1,3 %).

Les impôts ralentiraient ensuite nettement au premier trimestre 2017 (+0,2 %). La réduction de 20 % de l'impôt sur le revenu accordée aux ménages aux revenus médians est effective depuis janvier et diminue les mensualités des ménages bénéficiaires. De plus, les seuils d'exonération et de réduction de la contribution sociale généralisée (CSG) pour les retraités et les invalides sont relevés à partir du premier trimestre. Les impôts sur le revenu et le patrimoine accéléreraient par contrecoup au deuxième trimestre (+0,6 %).

Tableau 1

Revenu disponible brut des ménages

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2015				2016				2017		2015	2016	2017 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Revenu disponible brut (RDB) (100 %)	0,6	0,2	0,6	0,5	0,5	0,3	0,8	0,4	0,6	0,6	1,4	2,0	1,8
dont :													
Revenus d'activité (70 %)	0,7	0,3	0,4	0,5	0,6	0,3	0,6	0,6	0,8	0,7	1,7	1,9	2,1
Masse salariale brute (62 %)	0,6	0,4	0,5	0,6	0,7	0,4	0,6	0,6	0,7	0,6	1,6	2,2	2,0
EBE des entrepreneurs individuels ¹ (8 %)	1,9	-0,6	0,2	-0,2	0,0	-0,7	0,6	0,4	1,3	1,3	2,4	-0,3	2,8
Prestations sociales en espèces (35 %)	0,3	0,4	0,4	0,7	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	1,9	1,9	1,5
EBE des ménages purs (13 %)	-0,2	0,0	0,3	0,7	0,6	0,7	0,5	0,4	0,4	0,4	0,1	2,2	1,4
Revenus de la propriété (8 %)	-0,4	0,0	-0,3	0,1	0,6	0,3	0,4	0,7	-0,2	-0,2	-1,2	1,1	0,4
Prélèvements sociaux et fiscaux (-27 %)	0,1	0,8	-0,4	0,6	0,8	0,4	-0,4	1,0	0,5	0,5	1,8	1,6	1,5
Cotisations des ménages (-11 %)	0,6	0,5	0,6	0,4	0,7	0,5	0,6	0,7	0,9	0,4	2,0	2,2	2,1
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-16 %)	-0,2	0,9	-1,2	0,7	0,9	0,3	-1,1	1,3	0,2	0,6	1,7	1,1	1,1
Revenus hors impôts	0,5	0,3	0,4	0,6	0,5	0,3	0,5	0,5	0,6	0,6	1,5	1,9	1,7
Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)²	-0,1	0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,3	0,6	0,2	-0,2	0,0	1,1
Pouvoir d'achat du RDB	0,7	0,0	0,7	0,5	0,6	0,3	0,7	0,1	0,0	0,4	1,6	1,9	0,7
Pouvoir d'achat par unité de consommation	0,6	-0,1	0,6	0,4	0,5	0,2	0,6	0,0	-0,1	0,2	1,2	1,5	0,3

Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2015.

1. L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

2. L'inflation est ici mesurée par la variation des prix de la consommation des ménages dans les comptes nationaux trimestriels.

Source : Insee

Sur l'ensemble du premier semestre 2017, les impôts des ménages accéléreraient : +0,8 % en glissement semestriel, après +0,1 %. Les cotisations à la charge des ménages augmenteraient quant à elles quasiment aussi vite (+1,3 % après +1,2 %) : la hausse au 1^{er} janvier 2017 des cotisations des salariés pour la retraite serait en partie compensée par la baisse de celles des indépendants. Au total, les prélèvements obligatoires accéléreraient modérément au premier semestre 2017 (+1,0 % après +0,6 %).

Le pouvoir d'achat ralentirait au premier semestre 2017, érodé par le regain d'inflation

Au total, le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages aurait augmenté de 2,0 % en 2016, soit plus vite qu'en 2015 (+1,4 %). Les prix de la consommation s'étant stabilisés après une année

de légère baisse, cela se serait traduit par une nouvelle accélération de leur pouvoir d'achat : +1,9 % après +1,6 % en 2015 et +0,7 % en 2014. Ramené à un niveau individuel pour tenir compte des évolutions démographiques, le pouvoir d'achat par unité de consommation aurait progressé de 1,5 %, après +1,2 % en 2015.

Au premier semestre 2017, le RDB des ménages augmenterait sur le même rythme qu'au second semestre 2016 (+1,2 % en glissement semestriel). Néanmoins, les prix de la consommation accéléreraient sur la même période (+0,8 % après +0,4 % au second semestre 2016). En conséquence le pouvoir d'achat du RDB ralentirait au premier semestre 2017 (+0,4 % après +0,7 %), érodé par ce regain d'inflation. Son acquis de croissance pour 2017 s'établirait à +0,7 % à mi-année, contre +1,6 % un an plus tôt. ■

Tableau 2

De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2015				2016				2017		2015	2016	2017 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	0,7	0,4	0,6	0,7	0,9	0,3	0,6	0,7	0,8	0,7	1,7	2,5	2,2
<i>dont : Salaire moyen par tête</i>	0,7	0,3	0,4	0,4	0,6	0,1	0,2	0,3	0,5	0,4	1,6	1,4	1,1
Entreprises financières (4 %)	-0,3	0,5	-0,1	0,7	0,5	0,5	1,1	0,3	1,1	0,8	-0,4	2,1	2,6
Administrations publiques (22 %)	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	1,0	1,5	1,5
Ménages hors EI (2 %)	1,0	0,2	-0,3	-0,3	-0,7	0,2	-0,9	0,6	0,0	0,0	-0,3	-1,1	0,1
Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)	0,6	0,4	0,5	0,6	0,7	0,4	0,6	0,6	0,7	0,6	1,6	2,2	2,0
<i>dont : Secteurs concurrentiels non agricoles</i>	0,6	0,4	0,5	0,7	0,9	0,3	0,6	0,6	0,8	0,7	1,5	2,5	2,2

Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2015.
Source : Insee

Tableau 3

Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2015				2016				2017		2015	2016	2017 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)	0,3	0,4	0,4	0,7	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	1,9	1,9	1,5
Prestations de Sécurité sociale (72 %)	0,3	0,5	0,4	0,7	0,5	0,2	0,5	0,4	0,5	0,5	2,0	1,9	1,4
Autres prestations d'assurance sociale (19 %)	0,4	0,3	0,3	0,6	0,8	0,5	0,6	0,6	0,5	0,6	1,9	2,2	1,8
Prestations d'assistance sociale (8 %)	-0,1	0,1	0,5	1,0	-1,7	2,8	0,6	0,3	0,3	0,4	1,7	1,7	1,8
Total des prélèvements sociaux	-0,2	0,5	0,7	0,4	0,8	0,0	0,5	0,7	0,9	0,5	1,3	2,1	2,0
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	-0,2	0,5	0,8	0,4	0,9	0,0	0,5	0,7	0,9	0,5	1,4	2,1	2,1
<i>dont : Cotisations des employeurs¹ (63 %)</i>	-0,6	0,4	0,9	0,5	1,0	-0,4	0,5	0,7	0,9	0,6	1,0	2,1	2,0
<i>Cotisations des ménages (37 %)</i>	0,6	0,5	0,6	0,4	0,7	0,5	0,6	0,7	0,9	0,4	2,0	2,2	2,1

Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2015.

1. Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee